

BACCALAURÉAT : VERS UN SALUTAIRE CHANGEMENT DES MENTALITÉS ?

Depuis quelques années, les corrections et les résultats des examens nationaux suscitent des polémiques récurrentes. En 2023, le Ministre annonçait la fin des correctifs académiques – qui concernait le DNB – afin de redonner du sens au diplôme. À l'issue de la session 2025 du baccalauréat, c'est Élisabeth Borne qui appelle à davantage d'exigence dans la correction du baccalauréat. Elle dénonce dans les médias des « consignes de bienveillance excessive » rappelant que l'on ne doit pas « donner le bac à tout le monde. »

À ce titre, une réunion est prévue entre la DGESCO et les organisations syndicales dès cette rentrée. Le SNALC, qui dénonce depuis plusieurs années ces mêmes consignes, sera ravi d'y participer. Sur la session 2025, il a transmis au Ministère quelques exemples qui constituent à ses yeux des dysfonctionnements. Un centre de correction à l'étranger a réuni des correcteurs du baccalauréat de français pour leur demander d'atteindre une moyenne de 13/20. Des correcteurs de l'épreuve de HLP ont été destinataires des mêmes consignes et nous ont signalé que leurs notes avaient été modifiées sans leur accord. Il est vrai que la fin des correctifs académiques ne signifiait pas la fin des harmonisations dont on sait bien qu'elles ne se traduisent jamais -qu'on nous détrompe si on peut- par des hausses.

Pour le SNALC, un changement de paradigme serait salutaire. L'objectif de 80 % d'une classe d'âge au baccalauréat n'a de sens que s'il s'accompagne d'une élévation du niveau de connaissance des élèves et correspond à une réalité. Dans le cas contraire, notre pays délivre un diplôme Potemkine et ment à ses élèves comme à ses citoyens.

